

s'occuper davantage de l'hygiène dans les écoles, et donner plus d'efficacité à leur inspection.

Vendredi, M. Shehyn a fait son exposé budgétaire. Il nous est impossible de reproduire les savants calculs de l'honorable trésorier. Il va sans dire qu'il ne trouve pas l'état des affaires trop alarmant, et qu'il espère que la province, malgré les grandes dépenses qu'elle a encourues pour les chemins de fer, ponts en fer, écoles du soir, etc., pourra faire honneur à ses engagements. Dans tous les cas si les électeurs ne sont pas contents de l'administration financière actuelle, ils ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes.

Etats-Unis.—C'est lundi, 1^{er} décembre, que c'est ouverte à Washington la deuxième session du 51^{ème} congrès qui peut rester en session jusqu'au 4 mars prochain, date à laquelle ses fonctions expirent, pour faire place au 52^{ème} congrès, dont la branche populaire a été élue le 6 novembre dernier. C'est un des traits caractéristiques de la constitution américaine que la chambre dite populaire ne représente pas l'opinion de la population tel qu'elle s'exprime aux dernières élections. On verra siéger à ce congrès tous les candidats républicains défaits, tels que McKinley et les autres, tandis que les députés élus dernièrement devront attendre jusqu'au 4 mars pour prendre leurs sièges. Le congrès qui s'est réuni lundi est entièrement républicain. Dans la chambre des représentants les républicains ont une faible majorité et au Sénat une majorité de quatorze, pendant que le président est républicain. Tout ce qu'il plaira au congrès actuel de voter et au président d'approuver deviendra loi, et il faudra une majorité des deux chambres et l'assentiment du président, au prochain congrès, pour abroger ou modifier toute loi adoptée d'ici au 4 mars. Il est important de ne pas oublier ce fait, pour ne pas être sous une fausse impression sur tout ce que pourra faire le congrès pendant la session actuelle.

Un toast du cardinal Lavignerie.—Le 12 novembre dernier, à la résidence archiépiscopale de Saint Eugène à Alger, un déjeuner a été offert par le cardinal Lavignerie à l'état-major de l'escadre de la Méditerranée. A la fin du repas le cardinal a prononcé un discours dans le cours duquel il a prononcé ces paroles :

« Plaise à Dieu que le spectacle que nous présentons aujourd'hui se reproduise dans notre France, et que l'union qui se montre ici parmi nous, en présence de l'étranger qui nous entoure, règne bientôt entre tous les fils de la mère-patrie !

L'union, en présence de ce passé qui saigne encore, de l'avenir qui menace toujours, est en ce moment, en effet, notre besoin suprême ; l'union est aussi, laissez-moi vous le dire, le premier vœu de l'Eglise et de ses pasteurs à tous les degrés de la hiérarchie. Sans doute, elle ne nous demande de renoncer ni au souvenir des gloires du passé, ni aux sentiments de fidélité et de reconnaissance qui honorent tous les hommes. Mais quand la volonté d'un peuple s'est nettement affirmée, que la forme d'un gouvernement n'a rien en soi de contraire, comme le procla-

maît dernièrement Léon XIII, aux principes qui seuls peuvent faire vivre les nations chrétiennes et civilisées ; lorsqu'il faut, pour arracher son pays aux abîmes qui le menacent, l'adhésion sans arrière-pensée à cette forme de gouvernement ; le moment vient de déclarer enfin l'épreuve faite, et, pour mettre un terme à nos divisions, de sacrifier tout ce que la conscience et l'honneur permettent, ordonnent à chacun de nous de sacrifier pour le salut de la patrie. C'est ce que j'enseigne ici autour de moi ; c'est ce que je souhaite de voir enseigner en France par tout le clergé, et en parlant ainsi, je suis certain de n'être désavoué par aucune voix autorisée.

En dehors de cette résignation, de cette acceptation patriotique, rien n'est possible, en effet, ni pour conserver l'ordre et la paix, ni pour sauver le monde du péril social, ni pour sauver le culte même dont nous sommes les ministres.

Ce serait folie d'espérer soutenir les colonnes d'un édifice sans entrer dans l'édifice lui-même, ne serait-ce que pour empêcher ceux qui veulent tout détruire d'accomplir leur œuvre de folie ; surtout d'assiéger du dehors comme le font encore quelques-uns malgré des hontes récentes, d'en haut aux ennemis qui nous observent le spectacle de nos ambitions et de nos haines, et jetant dans le cœur de la France le découragement, précurseur des dernières catastrophes.

La marine française nous a, de même que l'armée, donné cet exemple. Quels que fussent les sentiments de chacun de ses membres, jamais elle n'a admis qu'elle dût ni rompre avec ses traditions antiques, ni se séparer du drapeau de la patrie quelle que soit la forme, d'ailleurs régulière, du gouvernement qu'abrite ce drapeau.

Ce toast du cardinal Lavignerie a été comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. Les uns applaudissent à outrance, les autres blâment carrément, sauf respect, d'autres se tiennent sur la réserve, le plus grand nombre cherchent à donner aux paroles du cardinal un sens plus étendu que celui de l'auteur. Ces paroles occupent en ce moment toute la presse. Le *Moniteur de Rome* les approuve. L'*Anjou*, organe de Mgr Freppel, est loin d'y souscrire sans réserve. Parmi les journaux républicains, les modérés y applaudissent, les radicaux s'en moquent, et disent que pour entrer dans l'édifice il faudra laisser à la porte le *Syllabus* et accepter la *Déclaration des droits de l'homme*.

L'Irlande.—L'Irlande joue de malheur. Elle s'agite en ce moment dans un imbroglio politique qui pourrait produire les résultats les plus désastreux.

Après une lutte séculaire pour la revendication de ses droits constitutionnels, elle semblait sur le point de triompher, grâce à l'aide puissant de M. Gladstone qui lui a voué ses dernières années de sa vie, lorsque le scandale Parnell-O'Shea est venu comme une bombe jeter le désordre dans les rangs des patriotes irlandais et des libéraux anglais.

Une femme pourrait bien être la cause que bien des années encore s'écouleront avant que ce malheureux pays obtienne le Home rule.